



BP : 12 901, Niamey, Niger

Tél. (227) 20 72 37 80

Fax. (227) 20 72 38 16

BP : 1 383, Parakou - Bénin

Tél. (229) 23 61 16 58

E.mail : lasdel@lasdel.net

Appel à candidature

Colloque international

« Les innovations au sein des services publics en Afrique francophone »

Lieu : Laboratoire d'études et recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL) à Niamey

Date : 27-29 mars 2023

L'une des caractéristiques communes à la plupart des pays africains est leur dépendance à l'aide extérieure. Celle-ci n'est pas simplement une dépendance financière, c'est aussi une dépendance en ingénierie sociale et politique, autrement dit une dépendance en idées, en programmes, en perspectives, en réformes. Ce sont les agences d'aide, les institutions internationales, les ONGs du Nord qui ont le plus souvent l'initiative. Le recours à l'aide extérieure humanitaire et alimentaire s'est imposé dans les perceptions et dans la réalité comme principale « solution » face aux effets des crises. Parmi ces crises figure en bonne place le fonctionnement des services publics, qui est critiqué d'une part par les partenaires techniques et financiers comme étant non-conforme à leurs perceptions de ce que doit être un service public, mais aussi d'autre part par les populations pour la mauvaise qualité des services délivrés et l'importance du favoritisme et de la corruption, comme le montrent de nombreuses enquêtes (dont celles du LASDEL).

Les partenaires techniques et financiers multiplient les interventions, les plans, les appuis, les incitations, les injonctions, les conseils, mais sans grand succès. L'industrie du développement et les gouvernements nationaux sont le plus souvent dans l'impasse en matière de justice, d'éducation, de santé, de sécurité, d'emplois, d'aide sociale. L'accumulation des aides reçues et l'empilement des expertises n'ont guère permis de répondre aux attentes des citoyens en matière de délivrance du service public.

Néanmoins les services publics tiennent parfois debout grâce à l'inventivité et à l'investissement personnel de certains agents. Un peu partout on rencontre des exceptions admirables, des agents qui « se débrouillent » et tentent dans le dénuement de délivrer des prestations de meilleure qualité, de bricoler des améliorations mêmes mineures au service des usagers, d'organiser mieux le travail, de créer des collaborations avec les communautés et les collectivités locales, d'impulser des dynamiques de changement au sein des routines des services, d'adapter à leur façon les « modèles voyageurs » et interventions standardisées importées par les PTF aux contextes particuliers des villages et des quartiers.

Des innovations endogènes, des initiatives locales, des réformes « de l'intérieur » existent donc, au sein mêmes des services de l'Etat. Mais elles sont souvent ignorées, méconnues, invisibles. On en sait très peu sur les conditions d'émergence de ces innovations, sur les acteurs qui les initient, sur les leviers qui favorisent leur adoption et/ou leur rejet, sur les transformations qu'elles induisent, sur leur pérennité, sur leur éventuelle diffusion au-delà de leur contexte initial.

Ces innovations peuvent avoir diverses dimensions, parfois combinées : techniques, normatives, organisationnelles, relationnelles, décisionnelles. Elles peuvent concerner la santé, l'éducation, la justice, la sécurité, les services sociaux, comme le fonctionnement des municipalités ainsi que des administrations locales ou centrales.

Mais, élaborées par des acteurs de terrain, situées au cœur du fonctionnement des métiers de l'Etat, de leurs routines et du dénuement ambiant, elles sont adaptées aux contextes locaux et professionnels, à la différence de la plupart des programmes et protocoles introduits par les partenaires techniques et financiers. Parfois, elles peuvent aussi modifier ces derniers pour les rendre plus réalistes et plus compatibles avec les réalités quotidiennes du « monde réel »

Il y a là un chantier particulièrement prometteur pour les chercheurs africains en sciences sociales, dans la mesure où ils entendent contribuer à l'amélioration des services délivrés aux populations : *identifier et documenter ces innovations endogènes, ces initiatives locales, ces réformes « de l'intérieur »*.

Sur cette base, des programmes d'action plus ambitieux peuvent sans doute être construits, au niveau régional ou national, qui soient enfin adaptés aux conditions quotidiennes, à la « vie concrète », et qui rompent avec la dépendance à l'aide. Mais la première étape est de faire connaître ce qui existe déjà, de façon très généralement modeste, mais significative d'un désir d'aller dans le sens du bien public et de l'intérêt général.

Le LASDEL, qui organise ce colloque à Niamey¹, a déjà commencé depuis plusieurs années à étudier des innovations internes aux services publics, essentiellement dans le domaine de la santé maternelle et infantile au Niger et au Bénin. Ce colloque a pour but d'échanger avec des chercheurs qui partagent notre intérêt pour de telles innovations, dans tous les secteurs des administrations et des services publics en Afrique, afin de bâtir un réseau commun consacré à ce thème.

Certes il existe déjà de nombreux travaux sur les innovations locales dans la paysannerie, le secteur informel ou sur les savoirs populaires. Mais le colloque entend justement déplacer le centre d'intérêt vers les métiers de l'Etat, vers le secteur formel public,

¹ Dans le cadre du programme Savoirs Sahel 2, financé par l'Agence française de développement

celui qui est tellement critiqué à juste titre par nos concitoyens, celui où hélas beaucoup de fonctionnaires se sont résignés, ne rêvent que d'être embauchés par des « projets », ou cherchent des sources de revenus supplémentaires, mais où chacun d'entre nous a néanmoins rencontré ici ou là une poche d'efficacité, un service de qualité, une éthique du dévouement au profit des usagers.

Les chercheurs intéressés (enseignants-chercheurs des Universités et centres de recherche, postdoctorants, doctorants) doivent envoyer un dossier constitué de :

- La présentation d'une recherche ou d'un projet de recherche portant sur des innovations au sein d'une administration ou d'un service public (3 pages maximum) ;
- Un CV actualisé

Les propositions doivent être envoyées **au plus tard le 30 novembre 2022 à minuit** à l'adresse suivante : lasdel@lasdel.net.

Les candidats retenus seront informés le 2 janvier 2023. Leur participation (voyage et séjour) est intégralement prise en charge par le colloque.